

MINISTRE DES FINANCES Vers la fin de la gratuité des soins dans les hôpitaux publics !

La suppression de la gratuité des soins dans les hôpitaux publics suite à un forcing dû aux volumineuses subventions de l'Etat destinés aux transferts sociaux qui ont alourdi la facture du trésor public, est devenue une solution majeure pour le gouvernement algérien afin d'alléger les charges face à la crise de la chute des prix du pétrole ; une mesure qui sera sans doute décriée autant par la classe politique que par la société civile. Mais la décision a été annoncée quand même, ce mardi par le ministre des finances, M. Mohamed Djellab

MINISTRE DES FINANCES : Vers la fin de la gratuité des soins dans les hôpitaux publics !

C'est une annonce "à double tranchant", de poids politique d'une extrême importance, que vient de lancer, le ministre des finances lors de son audition mardi par la commission des finances du Conseil de la Nation. Selon le site Algérie 1, qui a rapporté l'information, une nouvelle démarche est en cours d'élaboration au niveau du gouvernement visant à donner « un aspect économique et commercial » au service public au lieu de « l'aspect social » qui « alourdit la charge du Trésor public en raison de l'importance des subventions » destinées aux transferts sociaux lesquels, selon lui, représentent 30% du PIB annuellement, a résumé le ministre. « A l'avenir, le citoyen paiera ce qu'il doit payer dans un hôpital public (en contrepartie des soins proposés). Chacun doit assumer ses responsabilités », a-t-il expliqué en assurant néanmoins que l'Etat veillera à ce que les subventions « soient réservées progressivement aux couches défavorisées ». « Nous n'allons pas abandonner ces couches (défavorisées), mais nous devons les préparer à l'insertion économique (...). Comment distinguer entre celui qui peut et celui qui ne peut pas payer les prestations au niveau des hôpitaux ? Ce genre de mécanismes, en vigueur dans les pays où les prestations sociales de l'Etat sont bien encadrées juridiquement, n'existent pas dans notre pays, même s'il va bien falloir les inventer. Il viendra le jour où nous devrions rationaliser l'intervention sociale du gouvernement », a ajouté le ministre des finances qui évoque la mise en place d'un nouveau modèle de croissance fondé sur le financement de l'économie par le marché. A travers ce nouveau modèle, « nous allons sortir graduellement du financement par le Trésor pour nous diriger vers le financement par le marché », a-t-il affirmé, en précisant que cette nouvelle démarche concernera tous les secteurs d'activité. « Toutes les entreprises économiques publiques vont financer leurs investissements (lorsqu'ils sont importants) à travers le marché obligataire », a soutenu M. Djellab en rappelant l'entrée prochaine en bourse de huit entreprises publiques. Dans ce contexte, le ministre a fait savoir que son département ministériel travaillait sur un nouveau dispositif visant à réformer la Bourse d'Alger pour lui permettre d'attirer plus d'opérateurs. Évoquant la baisse des cours du pétrole et le dispositif prévu par le gouvernement pour faire face à ses répercussions, M. Djellab a précisé que ces mesures entraient dans le cadre d'une politique de rationalisation des dépenses publiques et qu'il ne s'agit aucunement d'une politique d'austérité, a-t-on révélé sur Algérie 1.